



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°94 (N°176) – 2 €

8 MAI 2025

Le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau prépare un budget de guerre contre les travailleurs et jeunes pour financer l'industrie d'armement et défendre le capitalisme français

Pour le combattre, il est nécessaire de s'organiser pour imposer aux dirigeants syndicaux (CGT-FO-FSU) de rompre avec lui et de réaliser le front unique contre sa politique

Trump a engagé une guerre commerciale mondiale

Le 2 avril, c'est une guerre commerciale mondiale qu'a engagée l'administration Trump en annonçant une hausse généralisée de 10 % des taxes douanières et des droits supplémentaires proportionnels à l'importance du déficit pour les pays avec lesquels la balance commerciale US est déficitaire. Concernant l'UE les droits de douane ont été portés à 20 %. En moyenne ils ont été portés aux alentours de 25 %, soit un taux largement supérieur à celui appliqué par l'Inde qui avait jusqu'alors les droits de douane les plus élevés au monde. C'est un niveau de protectionnisme que les USA n'avaient pas connu depuis un siècle. La Chine a été la première visée avec des droits de douane fixés à 54 % puis jusqu'à 145 % à la suite des mesures de rétorsion chinoises.

Immédiatement les marchés financiers ont réagi en chutant fortement. En effet, même s'il y avait une incertitude sur la portée de ces taxes, sur leur vocation à devenir pérennes, les acteurs des marchés financiers ont parfaitement mesuré que l'application de ces hausses de taxes ne pouvait que déstabiliser l'économie mondiale en désorganisant toutes les chaînes de valeur et conduire à la récession. C'est pourquoi la crise des marchés financiers s'est encore aggravée lorsque Trump a annoncé l'entrée en vigueur des droits dits réciproques le 9 avril et que la Chine a annoncé appliquer des droits de 84 %. D'une crise frappant les marchés d'actions, on est passé à un début de crise des marchés obligataires et du dollar. Pour la première fois, une chute des marchés d'actions s'est accompagnée d'une baisse du dollar et du premier actif financier du monde que

sont les obligations d'État américaines. Or par sa taille, sa liquidité et le fait que la dette d'État américaine soit considérée comme sûre, ce marché constitue le soubassement de la finance mondiale ; c'est lui qui permet d'offrir le minimum de sécurité indispensable sous la forme de garanties dans toutes les opérations spéculatives.

Autrement dit, avec la perte de confiance dans le gigantesque marché de la dette américain, l'effondrement du château de cartes spéculatif qu'est Wall-Street menaçait, avec des répercussions sociales et politiques inévitables, car la plus grande partie de l'épargne de la population américaine est placée à Wall-Street, notamment dans les fonds de pensions qui financent les retraites. Les États-Unis se dirigeaient donc tout droit vers une débâcle financière, une crise économique et politique entraînant le reste du monde.

Les pressions se sont faites trop fortes. Trump a dû le même jour reculer et adapter son dispositif en suspendant pendant 90 jours l'application des droits « réciproques » excédant la hausse de 10 %. Mais suspendre les droits « réciproques » ce n'est pas les supprimer, c'est en faire un instrument de chantage dans le cadre des négociations de gré à gré que Trump veut engager avec chaque pays. *Les Échos* a bien résumé la situation dans son éditorial du 10 avril en écrivant : « *Washington n'a pas renoncé à son virage protectionniste. Le taux universel « plancher » à 10 %, associé aux 125 % imposés aux biens chinois, représente « une hausse de 25 points des taxes douanières effectives...*

(Suite page 2)

Sommaire :

| | |
|---|-------|
| • ÉDITORIAL..... | P.1 |
| • SUPPLEMENT A CPS N°93 (3 AVRIL 2025)..... | P. 9 |
| • ON NOUS COMMUNIQUE..... | P.13 |
| • ALLEMAGNE..... | P.18 |
| • MOYEN-ORIENT..... | P. 27 |

« Ce n'est pas loin d'être exactement au même niveau où les tarifs étaient ce matin, avec l'ensemble des droits réciproques... Les taxes douanières moyennes américaines vont donc rester à un pic de plus de cent ans. Le choc est simplement plus concentré sur la Chine, qui a imposé ses propres droits de douane de 84 % contre les produits

américains. Les PME américaines, qui n'ont ni les marges ni les poches profondes des géants cotés pour s'adapter, seront les premières victimes du découplage commercial entre les deux premières puissances mondiales ». Autrement dit la guerre commerciale continuant, après un bref rebond, les marchés financiers ont rechuté.

Un mur tarifaire pour endiguer l'impérialisme chinois

Avec les droits de douane américains portés à 145 %, c'est en effet un véritable embargo qui a été imposé aux exportations chinoises par Trump. Cela d'autant plus que les pays par lesquels transitent les exportations chinoises pour échapper aux droits de douane américains doivent également être frappés par des hausses massives de droits. L'objectif de l'impérialisme américain est d'isoler la Chine pour tenter d'endiguer son expansion, mais cela ne va pas sans contradictions. D'abord car cela est de nature à entraîner des pénuries ou des hausses de prix considérables dans toute une série de secteurs économiques où les exportations chinoises ont pris une place prépondérante. Ensuite, couper toute relation commerciale avec la Chine reviendrait pour l'impérialisme américain à se tirer une balle dans le pied en s'en prenant à certains de ses fleurons tels que Apple, Tesla et Amazon qui font massivement produire en Chine et n'ont aucun intérêt à relocaliser aux USA où les coûts de production sont plus importants. C'est ce qui explique le revirement de Trump renonçant vendredi 11 avril à taxer les produits d'exportation chinois dans le secteur de l'électronique. Ce recul a été salué par la Chine comme un premier pas positif. Mais il a été suivi immédiatement par l'annonce que les produits de l'électronique seraient inclus dans le plan de taxation à venir concernant les semi-conducteurs.

Ces revirements et voltefaces sur fond de guerre commerciale ont de lourdes conséquences économiques aux USA. Les marchés d'actions ont baissé de près de 20 points en moyenne depuis leur plus haut après l'élection de Trump, les perspectives économiques se sont assombries et l'inflation est repartie à la hausse alors que Trump s'est fait élire en partie sur la lutte contre la hausse des prix.

C'est pourquoi, après avoir vainement fait pression sur la FED pour qu'elle baisse les taux d'intérêts afin de soutenir l'économie, Trump parle maintenant de diminuer les taxes appliquées au commerce avec la Chine. Mais quoiqu'il en soit, sa politique a déjà produit des dégâts considérables sur l'économie mondiale. Les prévisions du FMI pour l'année 2025, qui font état d'une baisse significative de la croissance mondiale et d'un effondrement de la progression du commerce mondial en 2025, en témoignent. Et pour ce qui est de l'avenir, la présidente de l'OMC a alerté sur les conséquences catastrophiques à terme qu'aurait inévitablement la poursuite de la politique de Trump sur l'économie mondiale en déclarant : *« une division de l'économie en deux blocs pourrait entraîner une réduction à long terme du PIB mondial de 7 %...Les effets macroéconomiques négatifs ne se limiteront pas aux USA et à la Chine, mais s'étendront à d'autres économies ».*

Trump incarne une fuite en avant de l'impérialisme US

« Deux jours de plus et une intervention d'urgence de la Fed ou du Trésor était nécessaire », vient de déclarer un spécialiste du marché obligataire américain. Or cette crise n'a pas pour origine des dérèglements financiers et économiques comme cela avait été le cas par exemple en 2008 avec la crise des *subprimes* ou bien en 1987 lorsque la crise boursière avait été déclenchée par des mouvements sur les taux d'intérêt. Au contraire, l'économie américaine avant l'élection de Trump était considérée comme l'économie qui parmi celles des puissances impérialistes s'était probablement la moins mal sortie de la crise du Covid, même si c'était en recourant aux moyens artificiels de l'endettement public massif que lui procure le privilège du dollar. Ce sont les décisions de Trump, sa politique qui ont provoqué le début de crise financière. Cette politique marque une rupture dans l'histoire de l'impérialisme US. Trump avait baptisé la journée du 2 avril *« liberation day »*. En guise de journée de la libération, ce 2 avril a été le jour où l'impérialisme américain s'est affranchi de l'ensemble des règles qu'il avait lui-même contribué à mettre en place, lorsqu'il était au sommet de sa force, dans le cadre des accords du GATT pour abaisser les barrières douanières et pénétrer tous les marchés.

En 1992, le président Bush assignait pour objectif à l'impérialisme américain *« d'empêcher la formation de*

forteresses économiques grâce à la constitution progressive d'une véritable armée mondiale de la liberté du commerce ». Or aujourd'hui avec les taxes Trump, ce sont au contraire les USA qui s'érigent en forteresse économique. Il faut dire qu'au début des années 90, fort de la victoire historique que la bourgeoisie avait remportée avec la restauration du capitalisme en Russie et dans les pays de l'est européen, l'impérialisme américain poursuivait l'objectif de réunifier le marché mondial sous sa domination. C'est pourquoi il a contribué à créer l'OMC puis, fin 2001, a admis la Chine en son sein pour pénétrer le marché chinois. Mais les choses ne se sont pas passées comme il l'escomptait. La bureaucratie chinoise est parvenue à transformer la Chine en véritable puissance impérialiste en s'appuyant notamment sur la force de son appareil, et l'immensité de son marché intérieur dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail fondée sur les *« chaînes internationales de valeur »*, pour devenir une formidable puissance manufacturière et disputer à l'impérialisme US le leadership mondial.

Aujourd'hui, placé sur la défensive, l'impérialisme US ne lésine pas sur les moyens pour s'opposer à la montée en puissance de l'impérialisme chinois. Trump 1 en avait donné un avant-goût, Biden avec des méthodes plus

policées avait fondamentalement poursuivi sur la même voie, Trump 2 porte cette politique à son paroxysme.

L'administration Trump exprime la profondeur de la crise de l'impérialisme américain ; elle représente cette fraction radicalisée de la bourgeoisie américaine, s'appuyant sur des couches du prolétariat frappées par la désindustrialisation et les fractions les plus réactionnaires de la petite bourgeoisie US, qui voit dans le retour à un âge d'or protectionniste fantasmé, la constitution d'un État fort et autoritaire ainsi que le recours aux méthodes brutales dont Trump est la parfaite incarnation, le meilleur moyen de s'opposer à la Chine.

Mais la mise en œuvre de cette politique se heurte aux limites qui sont celles aujourd'hui de l'impérialisme américain, elle s'oppose à l'insertion qui est la sienne sur le

marché mondial, d'où les revirements et le caractère convulsif qui sont la marque du « trumpisme ».

Cette politique présente des ressemblances avec ce qu'a été le Brexit pour la fraction de la bourgeoisie anglaise qui a voulu vainement rompre avec l'UE pour mettre le cap sur l'Asie en essayant de s'appuyer sur ses anciennes positions coloniales (politique dite de *global Britain*). Elle s'inscrit dans le mouvement qui voit des fractions des vieilles bourgeoisies occidentales déclinantes, confrontées à la montée en puissance du nouvel impérialisme chinois, chercher par tous les moyens une issue. Mais à la différence du Brexit qui n'a pas eu de conséquence marquante sur le plan international car la Grande-Bretagne est aujourd'hui une puissance de second ordre, la politique de Trump menace de plonger la planète entière dans le chaos parce qu'il est à la tête de la première puissance du monde.

Une réaction européenne très timide

Dès les annonces de Trump sur la suspension des droits « réciproques », la Commission européenne (CE) a déclaré qu'elle aussi suspendait l'application des premiers trains de mesures de rétorsion européenne décidés. Une réciprocité affichée, mais en grande partie factice car ces mesures de rétorsion décidées pour l'instant par l'UE sont « *limitées et de faible ampleur* », selon les termes des *Échos*. C'est le moins qu'on puisse dire.

En effet, ces mesures de rétorsion d'un montant inférieur aux mesures américaines et devant entrer en vigueur de manière très étalée dans le temps ne portaient que sur la décision américaine entrée en vigueur le 12 mars de taxer au taux de 25 % les importations d'acier et d'aluminium. Or cette décision américaine n'est nullement mise sur pause aujourd'hui. Quant à la taxation des importations d'automobiles européennes au taux de 25 % portant sur 66 milliards d'euros entrée en vigueur le 3 avril, et les 10 % de droits de douane supplémentaires appliqués à toutes les autres marchandises, ils ne font l'objet d'aucune mesure de rétorsion de la part de l'UE pour l'instant. L'UE reste donc sur une position d'attente malgré les discours tenus sur le fait que Trump ne connaît que les rapports de force. La CE déclare vouloir « *donner sa chance à la négociation* » et s'en remet à l'action des marchés financiers américains pour empêcher Trump d'aller trop loin.

Les raisons de cet attentisme, les *Échos*, qu'on ne peut soupçonner de parti pris anti-UE, les donne en déclarant :

« *le calibrage de la riposte se heurte d'abord aux intérêts divergents des 27* ». Il explique que « *le préalable est l'établissement d'un compromis des pays membres* ». Or le compromis n'est pas évident à établir entre les positions de l'Italie, deuxième puissance manufacturière de l'UE, toujours tentée de s'arranger directement avec Trump, celle d'un pays comme l'Irlande, qui s'oppose farouchement à toute initiative contre les GAFAM dont elle abrite les sièges sociaux, celle de la France, dont le commerce avec les USA est de moindre importance, ou bien celle de l'Allemagne, qui a fait des USA son premier partenaire mondial, avec 161 milliards d'exportations en 2024. C'est ce qui explique que les patrons allemands soient extrêmement précautionneux. Les dirigeants de la fédération de l'industrie (BDI) ont incité l'UE à « *négozier avec l'administration US... et à réagir avec souplesse* » ; les dirigeants de l'industrie de la chimie ont suggéré à Bruxelles de « *garder la tête froide* », ajoutant qu'une « *une escalade ne ferait qu'aggraver les dégâts* » et que « *l'objectif doit être une solution équitable pour les deux parties* ». Quant à la puissante fédération de l'automobile, elle a déclaré « *l'Europe doit faire preuve d'unité et de fermeté tout en continuant à signaler qu'elle est prête à négocier* ». La position de l'impérialisme allemand est donc tout à fait claire : éviter à tout prix une guerre commerciale dont l'Allemagne serait la première victime et tout faire pour parvenir à un compromis.

La bourgeoisie allemande mise sur un gigantesque plan militaro-budgétaire pour relancer son économie

Si la bourgeoisie allemande se montre très prudente en ce qui concerne d'éventuelles mesures de rétorsion douanières pour protéger ses exportations, il n'en va pas de même sur le plan du soutien budgétaire à son économie. Car c'est un véritable « *bazooka budgétaire* » que vient de mettre en place la bourgeoisie allemande.

Les partis qui devraient constituer le gouvernement de coalition dirigé par la CDU et auquel devrait être associé le SPD, si le contrat de coalition est entériné par ce parti, n'ont même pas attendu qu'il soit soumis au nouveau parlement élu. La défense des intérêts du capitalisme allemand primant sur toute considération de démocratie formelle, ils

se sont empressés de faire sauter le « *frein à l'endettement* » et de faire adopter par l'ancien parlement un plan de relance budgétaire (voir l'article sur l'Allemagne dans ce numéro de *CPS*). Avec l'augmentation des dépenses d'armement le « *bazooka budgétaire* » pourrait atteindre 1 500 milliards sur 12 ans. C'est deux à trois fois le volume total des plans de soutien mis en place pendant la crise du Covid.

En complément, l'accord de coalition conclu prévoit de supprimer 8 % des postes de fonctionnaires dans les administrations. Autrement dit, la bourgeoisie allemande a décidé de déployer les grands moyens pour sortir le capitalisme allemand de l'impasse dans laquelle il est

plongé depuis le début de la guerre en Ukraine, avec la hausse des coûts de l'énergie, l'intensification de la concurrence chinoise et la politique de délocalisation impulsée par l'administration Biden via les subventions

massives de la loi IRA (loi de réduction de l'inflation). Bien évidemment, la guerre tarifaire de Trump ne fait que renforcer la nécessité pour la bourgeoisie allemande de ce plan massif de soutien.

La bourgeoisie française : « grands discours, petits moyens »

C'est ainsi que l'ex-chancelier Scholz, un brin condescendant, saluait les envolées lyriques de Macron. En effet, la France n'a pas les mêmes moyens que l'Allemagne. Bien sûr, son économie, comme celle des autres bourgeoisies européennes, est prise en étau dans l'affrontement titanesque entre les USA et la Chine pour la domination mondiale, dont la guerre commerciale de Trump constitue la dernière expression. Mais la situation de la France est plus grave. Le capitalisme français est intrinsèquement affaibli. Il s'affaiblit de manière continue par rapport aux autres capitalismes européens. Un fait parmi d'autres : pour la première fois en janvier 2025, la balance commerciale française est devenue déficitaire dans le secteur agroalimentaire. Or qui ne se souvient de l'acharnement mis par les représentants des gouvernements français à défendre les positions de la France à Bruxelles sur la Politique agricole commune, précisément parce que le secteur agro-industriel constituait un fleuron de l'économie française ? Et l'on peut ajouter les chiffres désastreux du déficit commercial pour compléter le tableau, ou bien relever qu'il est admis aujourd'hui comme une évidence que l'industrie italienne est devenue la deuxième puissance manufacturière en Europe. Il n'est pas besoin d'en rajouter.

Par contre, il est indispensable de compléter le tableau par le constat tout aussi amer de la situation des finances publiques de la France : les 5,8 % de déficit budgétaire, ce qui constitue un déficit sans précédent en temps de paix, et

la dette atteignant 113 % à la fin de 2024 (en progression sur un an de 3,2 points). Quant aux perspectives pour l'année 2025, elles ne permettent en aucune façon d'envisager une quelconque amélioration. Les prévisions de croissance de l'INSEE s'élèvent à 0,1 % au premier trimestre et 0,2 % pour le deuxième. Elles sont assorties de l'avertissement qu'il n'y a aucun soutien à attendre ni du commerce extérieur ni de la dépense publique. Or ce ne sont pas les mesures tarifaires de Trump qui vont permettre d'améliorer la balance commerciale...

Concernant l'investissement productif, l'INSEE fait état d'une baisse de 1,6 % en 2024. Autrement dit, l'économie française se dirige au mieux vers une stagnation en 2025. D'ores et déjà, les déclarations d'embauche baissent mois après mois. Les projets d'embauche s'effondrent avec 350 000 projets de moins que l'année dernière, et le chômage ne cesse d'augmenter. Le gouvernement a donc été obligé d'abaisser la perspective de croissance officielle à 0,7 %, alors qu'un institut tel que l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) a établi cette perspective à 0,5 %. Une chose est acquise : les recettes seront moindres que prévu. C'est pourquoi les budgets 2025 font déjà l'objet de 9,1 milliards de gels de crédits (8 milliards de crédits ministériels et 1,1 milliard concernant l'assurance maladie) pour espérer rentrer dans les clous du déficit budgétaire prévu de 5,4 %, qui resterait l'un des plus élevés de l'UE.

L'industrie d'armement : une planche de salut pour le capitalisme français

Dans cette situation, la bourgeoisie française voit dans l'économie d'armement une planche de salut pour relancer son économie à l'arrêt et tenter d'endiguer son déclin. Il faut dire qu'elle dispose en la matière d'atouts : d'une industrie d'armement qui en fait le deuxième exportateur mondial avec des champions nationaux tels Dassault, Thales, Airbus, Naval Group, et de l'avantage stratégique et politique que lui donne le fait d'être la seule puissance dans l'UE à disposer de l'arme nucléaire. C'est pourquoi Macron a sauté sur l'opportunité procurée par la politique de Trump, cherchant à imposer au plus vite une paix en Ukraine en évinçant les impérialismes européens, pour aussitôt se positionner en tant que chef politique du réarmement en Europe face à la « menace russe ». Dès la rencontre de Ryad qui a lancé les négociations Trump sur l'Ukraine, il a réuni les chefs de parti pour leur dire : « on est en guerre quelque part » ... « il va falloir revisiter nos choix budgétaires » et évoqué la nécessité d'intensifier l'effort de guerre en portant le budget des armées de 2 à 3,5 %, voire 5 %. Il a fixé pour objectif de faire grossir la réserve militaire de 40 000 à 100 000 d'ici 2035.

Le 5 mars, lors d'une intervention télévisée, Macron a appelé à l'union sacrée pour « réarmer » en invitant « toutes les forces politiques, économiques et syndicales à faire des propositions pour trouver les solutions de demain ». Reprenant le leadership au sein de l'exécutif, il a réuni régulièrement sous sa coupe un groupe de 7 ministres pour « pousser l'idée que l'effort de défense impose une réforme du modèle social » selon les termes du *Monde*. Le ministre de la défense, Lecornu, un de ses proches, a déclaré qu'il faudrait porter le budget de la défense à 100 milliards à l'horizon 2030 au lieu des 67 milliards prévus dans la loi de programmation militaire. « Un effort de guerre sans précédent depuis 1945 » a commenté *Le Monde*. Le ministre de l'économie, Lombard, a été convoqué à l'Élysée une dizaine de fois pour établir un plan de financement du réarmement. L'Élysée est donc clairement à la manœuvre depuis le 20 février pour que soit établi un budget consacrant l'effort de guerre et n'a cessé de faire pression sur Bayrou pour qu'il dégage les marges de manœuvre budgétaires nécessaires.

Les partis politiques au garde-à-vous devant la bourgeoisie française

Sur cette question, ce n'est pas des partis politiques que peuvent venir le plus de difficultés. Ils se sont mis au garde-à-vous devant la bourgeoisie française. Bien sûr, les partis bourgeois traditionnels ont apporté un soutien franc et massif à la politique de Macron qui exprime la position des cercles dirigeants de la bourgeoisie française.

Mais c'est le cas aussi des partis d'origine ouvrière, PS et PCF, dans la continuité de leur position qui a consisté depuis le début de la guerre à systématiquement voter les budgets militaires de soutien à l'Ukraine. C'est ainsi que le 20 février, à l'occasion de la réception des partis à l'Élysée, le PS déclarait devant Macron faire bloc derrière l'Ukraine et ne pas vouloir affaiblir le chef de l'État, alors que le PCF appelait « à construire une autonomie européenne de défense », soit

exactement le programme de Macron pour réarmer et aider le capitalisme français à retrouver des couleurs. Le PS et le PCF ont fait allégeance à Macron.

EELV et LFI ont eux aussi toujours voté les budgets militaires de soutien à l'Ukraine. Le 12 mars, lors d'un débat organisé par le gouvernement à l'Assemblée nationale, avec vote d'une résolution sur le soutien militaire à l'Ukraine, EELV votait cette résolution en expliquant qu'il faut « garantir une visibilité à notre industrie de défense », tandis que LFI votait contre... en se déclarant favorable à l'envoi d'une force d'interposition intégrant des troupes françaises pour garantir un éventuel accord ; ce qui correspond, sur le fond, à la position constante de Macron.

L'équation budgétaire

Macron a beau poser au chef politique des impérialismes européens, la France est dans l'incapacité de financer les 18 % qui lui incombent dans le plan de soutien à l'Ukraine de 40 milliards décidé par l'UE. Or les charges financières de l'État ne font que s'accroître, avec l'augmentation continue de la dette de l'État. C'est ainsi que le montant des intérêts à payer sur la dette d'État va s'élever à 67 milliards en 2025 et atteindre 100 milliards à l'horizon 2030. Alors comment faire ? Macron a bien essayé de se tourner vers l'UE en réclamant un grand emprunt européen pour financer les dépenses d'armement. Mais il s'est heurté pour l'instant à un « nein » énergique : pas question de contracter un nouvel emprunt alors que l'UE n'a pas commencé à rembourser le plan Next Generation UE de 2020. Sans compter qu'avec le méga plan de relance que l'Allemagne vient d'adopter, la bourgeoisie allemande n'a nulle envie de prendre le risque de contracter un emprunt commun avec des pays dont les finances publiques sont aussi dégradées que celles de la France.

En fait, le problème du financement est double. Il y a d'abord celui du financement des 4 500 entreprises de l'industrie d'armement en France, auxquelles il s'agit de donner les moyens d'investir pour développer leur production. Le ministre des finances a annoncé la création d'un fonds défense dans la Banque publique d'investissement qui devrait être doté de 450 millions. Des millions, quand en Allemagne il est question de centaines de milliards. Cela étant, le gouvernement mise aussi sur des financements privés. Selon les *Échos* : « en janvier, février le tiers de la collecte des fonds d'investissement s'est portée sur les actifs cotés de la défense nationale ».

Le capital financier voit en effet dans le développement de l'industrie de guerre s'ouvrir devant lui une gigantesque source de profits. Pour faciliter l'opération, toute une campagne se développe, dans laquelle le ministre des finances dit de « gauche », Lombard, un ami d'Olivier Faure, se distingue par son insistance à requalifier les investissements dans l'industrie de la mort comme des investissements « durables », « responsables » et compatibles avec les critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (critères dits ESG). L'un des représentants des milieux financiers va même jusqu'à déclarer dans les *Échos* que « ces dépenses (dans l'industrie d'armement) auront bien plus des allures de bon investissement que de stériles dépenses de fonctionnement ». Donc du côté de la volonté de la finance de faire de l'argent avec l'industrie d'armement, il n'y a aucune réticence, bien au contraire.

Mais il ne suffit pas d'investir. Encore faut-il que l'État ait les moyens d'acheter, sans quoi il y a fort à parier que les mêmes milieux d'affaires verraient la chose sous un jour infiniment moins sympathique. C'est la seconde difficulté. Et c'est là que cela coince, la France se trouvant confrontée à son problème budgétaire et à son endettement.

La solution ? « Il faut revoir notre modèle social qui est un modèle social du temps de paix », selon la formule de députés macronistes. Pour la bourgeoisie française en effet, la prétendue nécessité de consentir des sacrifices pour réarmer face à « la menace russe » constitue une opportunité politique unique pour tailler dans les dépenses sociales qui représentent 32 % du PIB, dont presque la moitié pour les retraites, et achever le démantèlement des conquêtes de 45.

L'appareil de la CGT apporte un soutien total au gouvernement

Au moment décisif du vote de budget Bayrou, les appareils syndicaux avaient unanimement décidé de se prêter à l'opération « conclave », une opération purement politique destinée à permettre au PS de faire passer le budget, conformément à l'exigence pressante alors formulée par les cercles dirigeants du capital. Lorsque Bayrou a mis fin au faux-semblant qui consistait à faire croire qu'il pourrait remettre en cause l'âge de départ à la retraite à 64 ans, après celui de FO, l'appareil CGT a dû se résoudre à quitter le « conclave ». Mais ce n'est pas pour autant que le soutien

unanime des appareils syndicaux à la bourgeoisie a cessé. Il y a maintenant un partage des rôles.

L'appareil CGT apporte son soutien explicite à « l'Europe de la défense », c'est-à-dire à ce qui constitue l'axe de la politique du gouvernement pour restaurer les forces de l'industrie et du capitalisme français, avec la défense de la souveraineté européenne et l'instauration d'un protectionnisme européen. Cela au nom du combat contre les injonctions de Trump et du refus de soutenir le complexe militaro-industriel américain, selon la déclaration de Binet

du 10 mars. Depuis, toutes les interventions de la direction confédérale sont sur cet axe.

Le 8 avril, avant une réunion au ministère du travail sur les conséquences de la guerre commerciale engagée par Trump, Binet a demandé la mise en place « sous l'égide du 1^{er} ministre » d'une « cellule de crise » (voir plus bas) associant les directions syndicales pour élaborer « une position commune ». Le 18 avril la direction de la CGT a publié ses propositions sous le titre : « 16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale ». La première demande : « la création d'une cellule de crise hebdomadaire sous l'autorité du ministre de l'économie, réunissant syndicats, patronat [...], élus locaux et services de l'État et (la) déclinaison de cette cellule de crise en territoire au niveau des Préfectures ». La dernière proposition précise : « Au-delà des mesures d'urgence, la situation de notre industrie nécessite un sursaut pour la reconquête de notre industrie. La CGT appelle le gouvernement à organiser des assises de l'industrie et interpelle les parlementaires pour travailler à la rédaction d'une proposition de loi transpartisane pour relocaliser et décarboner l'industrie. Il apparaît donc essentiel de réunir l'ensemble des acteurs autour d'une ambition commune, par la convocation d'assises de l'industrie pour planifier la réindustrialisation à partir d'une évaluation démocratique des priorités associant représentation nationale, organisations syndicales et patronales ».

Autrement dit, l'appareil CGT offre ses services à la bourgeoisie française, il prône l'union nationale pour défendre les positions du capitalisme français dans le cadre de la guerre commerciale. Voilà quel est le contenu de ses propositions de travail en commun sous la direction du gouvernement. C'est pourquoi le gouvernement s'est empressé de satisfaire la « revendication » en mettant en place auprès du ministère de l'économie une « cellule de crise » associant les appareils syndicaux appelée à se réunir chaque semaine.

Quant à la CFDT, elle s'est engagée dans l'opération « conclave 2 » qui, au prétexte d'aller au-delà de la question de la réforme des retraites, consiste à discuter avec le MEDEF et la CPME de la « réforme du modèle social » voulue par Macron pour « réarmer » la France : en clair, la meilleure manière de détruire la Sécurité sociale. Tout y

passé : le MEDEF, la CPME et la CFDT flanquée de la CGC se sont mis d'accord pour discuter du financement de la protection sociale, c'est-à-dire de la remise en cause de la Sécurité sociale fondée sur les cotisations sociales. Ils vont jusqu'à envisager d'introduire la capitalisation dans les retraites. Ils se sont mis d'accord pour discuter du niveau de vie relatif des retraités par rapport aux actifs et expliquent qu'il n'y a pas de tabou concernant une augmentation de la CSG des retraités, la suppression de l'abattement fiscal de 10 %, etc. Ils se déclarent d'accord pour discuter d'une réforme de la gouvernance qui associerait les syndicats au pilotage de l'assurance retraite dans le cadre d'une politique visant à assurer l'équilibre financier des régimes de retraite, ce qui n'est rien d'autre qu'une reprise de la réforme des retraites par points avec sa caisse universelle associant les syndicats à l'application de la règle d'or budgétaire.

L'opération « conclave 2 » consiste donc à fournir une boîte à idées au gouvernement, dans laquelle il ne resterait à ce dernier qu'à piocher, en se prévalant du « dialogue social », pour détruire la Sécurité sociale. L'appareil CGT se tait sur cette opération gravissime. Il continue à faire des phrases sur « l'abrogation de la réforme des retraites » pour détourner l'attention des militants. En fait, l'appareil CGT a mis le pied à l'étrier de la CFDT en se prêtant à la mystification qu'était l'opération « conclave », et maintenant que la boîte de pandore a été ouverte il laisse la CFDT dérouler son programme de liquidation des conquêtes.

Binet s'est félicitée de la mise en place de la « cellule de crise », en déclarant « on a gagné » ; Ricordeau, le représentant de la CFDT dans le « conclave », a exprimé la satisfaction de la CFDT que l'opération « conclave 2 » prenne forme. Ils ont la satisfaction du devoir accompli au service de la bourgeoisie. Cela à juste titre, car lorsque le ministre de l'économie, Lombard, s'est avancé à préciser les pistes envisagées par le gouvernement pour atteindre l'objectif de 40 à 50 milliards de coupes dans le budget 2026, ce sont des propositions du « conclave 2 » contre les retraités qu'il a reprises : la suppression de l'abattement fiscal de 10 % et celle d'une désindexation des pensions sur les prix.

Budget 2026 : Bayrou à la manœuvre

Pressé d'agir par Macron, Bayrou a réuni le 15 avril un « comité d'alerte sur les finances publiques » associant les partis politiques, l'ensemble des « partenaires sociaux », patronat et syndicats, ainsi que les représentants de collectivités sur le budget 2026. Sans majorité ni véritable soutien à l'Assemblée nationale, si ce n'est de la part du groupe MODEM, accusé d'immobilisme et sous la menace des suites du scandale Bétharram, le gouvernement Bayrou ne doit sa survie qu'au fait que les partis du dit socle commun, dont c'est d'ailleurs le seul point commun, et le PS ne veulent pas jusqu'ici d'une nouvelle censure.

Aussi dans cette réunion Bayrou est-il resté volontairement dans le flou. Il se ménage des marges de manœuvre politiques pour faire passer le budget. Il s'est gardé de donner des précisions sur les pistes « d'économies », au contraire de Lombard et de Montchalin à la manœuvre vis-

à-vis du PS en avançant des mesures symboliques de « taxation des plus riches ». Il n'a même pas évoqué les 40 ou 50 milliards d'économies budgétaires envisagés alors qu'il s'agit aujourd'hui de l'objectif gouvernemental reconnu. Il n'a pas donné de chiffres, mais il a précisé les prérequis : pas d'impôts nouveaux pour le capital, nécessité de tailler dans les dépenses et d'augmenter les dépenses d'armement. Il est significatif à ce sujet que les seuls chiffres communiqués aient porté sur l'augmentation du budget de la défense. Mais en utilisant cette méthode, qui est celle du diagnostic partagé utilisée pour associer les directions syndicales à toutes les contre-réformes, Bayrou ne visait pas que les partis politiques. En reprenant cette méthode consistant à dresser un tableau catastrophique des finances publiques il s'agit pour lui d'associer les directions syndicales à l'élaboration du budget 2026 et aux décisions

de coupes budgétaires en découlant, en particulier dans les dépenses sociales. Il est révélateur à ce sujet qu'il ait fait état de « *la dérive des arrêts de maladie* » et de « *la gratuité qui déresponsabilise* ». L'opération « *comité d'alerte* », dans la situation actuelle de crise politique, consiste donc

pour Bayrou à se donner les moyens d'appliquer les directives de Macron, c'est-à-dire de préparer un budget de guerre contre les travailleurs, les retraités et la jeunesse pour soutenir l'industrie d'armement et le capitalisme français dans la guerre commerciale.

Les directions syndicales (CGT-FO-FSU) sont aujourd'hui en première ligne

Il n'y a pas en effet que la nature des « sujets traités » et l'ampleur des attaques programmées qui expliquent que les directions syndicales soient aujourd'hui en première ligne. Il y a aussi la crise politique. L'opération « *conclave* », qui a permis de faire passer le budget Bayrou, a été la démonstration éclatante de la manière dont le « dialogue social » peut contribuer à surmonter la paralysie induite par la crise de représentation politique de la bourgeoisie. C'est une chose que la bourgeoisie mesure parfaitement et exprime ouvertement. C'est ainsi que le MEDEF s'est félicité que le « dialogue social » dans le cadre du « *conclave 2* » permette de mettre sur la table des sujets que les partis ont beaucoup de mal à porter concernant par exemple la mise à contribution des retraités. « L'affaire » de la suppression de l'abattement de 10 % est à cet égard exemplaire. Alors que plusieurs ministres avaient repris l'idée lancée par le « *conclave 2* » de supprimer l'abattement fiscal des 10 % pour les retraités, on a assisté à une levée de boucliers de LR, du RN et de Darmanin contre cette proposition. Du coup, le gouvernement mise plus que jamais sur les « partenaires sociaux » pour se mettre d'accord dans le cadre du *conclave* avant la fin juin et lui livrer clef en mains un autre projet de mise à contribution des retraités qu'il n'aurait plus qu'à reprendre dans le projet de budget.

Bayrou avait donc un intérêt évident à inviter les directions syndicales à la réunion du « *comité d'alerte* » sur la préparation du budget 2026. Elles y ont participé du début à la fin. Or participer à ce « *comité d'alerte sur les finances publiques* » était une prise de position politique. À l'issue de la réunion, Binet a déclaré que cette initiative constituait une opération de communication anxigène. La plupart des dirigeants syndicaux ont critiqué une pure opération de communication. Mais alors pourquoi la cautionner en y participant, alors que l'intitulé de la réunion était parfaitement explicite ? Y participer c'était valider l'idée

qu'il y a urgence, que des décisions s'imposent et donc baliser la voie à la préparation du budget 2026.

À la sortie de la réunion, Binet n'a pas eu un mot contre la politique de réarmement du gouvernement, alors qu'il s'est agi d'un des seuls points sur lequel Bayrou a été un peu précis en indiquant que le budget serait augmenté de trois milliards au moins. Elle s'est bornée à demander que « les riches » soient mis à contribution. C'est là considérer comme légitimes les politiques de réarmement et de défense de l'industrie française dans la guerre commerciale, appelées à justifier le démantèlement des acquis de 1945, en demandant simplement que leur mise en œuvre s'accompagne de quelques mesures d'équité pour les rendre plus « présentables ».

Binet n'a pas eu un mot non plus sur la circulaire envoyée aux ministères début avril annonçant que les budgets de la Fonction publique devront être globalement en baisse et demandant aux ministères « *d'identifier et de présenter un niveau ambitieux de diminution des effectifs* ». Elle n'a donc pas eu un mot sur les enjeux concrets auxquels sont confrontés aujourd'hui les travailleurs. Par contre, dans l'appel aux manifestations du 1^{er}-Mai par lequel elle a conclu sa déclaration, elle n'a pas omis de mettre en avant une fois de plus le trompe-l'œil de l'abrogation de la réforme des retraites.

L'appel lancé par les fédérations de fonctionnaires CGT, UNSA, CGC et la FSU à une journée d'action pour le 13 mai s'inscrit dans ce cadre. Certes les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ne peuvent pas faire l'impasse sur les menaces précises projetées par le gouvernement contre les fonctionnaires, mais le tract intersyndical de l'éducation nationale du 23 avril vend la mèche lorsqu'il déclare : « *il est temps d'ouvrir la boîte noire du budget* ». En réalité les fédérations de fonctionnaires s'inscrivent dans une démarche de co-élaboration du budget comme le leur a demandé Bayrou. L'appel au 13 a pour fonction de couvrir cette position d'un voile revendicatif trompeur.

Il faut briser le soutien des direction syndicales au gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau et leur imposer la réalisation du front unique contre sa politique

Ce n'est pas à une prétendue « internationale réactionnaire » que les travailleurs, les jeunes et les retraités sont confrontés aujourd'hui, contrairement au discours de l'appareil CGT, mais à une offensive de la bourgeoisie française, s'appuyant sur la prétendue menace russe et la guerre commerciale, pour en finir avec leurs conquêtes sociales et défendre ses positions par l'industrie de guerre. Une offensive conduite par le très réactionnaire gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau, dont la politique intérieure est à l'avenant avec la loi sur la remise en cause du droit du sol, à Mayotte pour commencer, avec la chasse aux migrants, avec la remise en cause historique des franchises universitaires et la répression à l'université pour

interdire le droit d'expression en solidarité avec le peuple palestinien, avec la loi sur la remise en cause de la justice des mineurs, avec la militarisation de la société via le développement de la réserve militaire et du service national universel pour embrigader la jeunesse.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette offensive. Pour la briser, il faut imposer aux directions syndicales de rompre avec le gouvernement. Rompre avec le gouvernement, cela signifie dénoncer sa politique de réarmement, dénoncer le fait que le gouvernement se serve de la soi-disant menace russe pour justifier l'offensive contre la Sécurité sociale. Cela signifie expliquer qu'il ne s'agit pas de liquider les droits des travailleurs et de la jeunesse avec plus ou moins

d'équité, mais au contraire de les préserver, de défendre la Sécurité sociale, les droits à pension, et le droit de la jeunesse aux études.

Rompre avec le gouvernement, cela signifie quitter immédiatement la « cellule de crise » mise en place par le gouvernement sur les conséquences de la guerre commerciale, car la défense de l'industrie capitaliste française dans le cadre de la guerre commerciale implique nécessairement d'abaisser le « coût du travail », d'accroître le soutien aux patrons pour rendre les capitalistes français plus compétitifs, c'est-à-dire de s'attaquer à la classe ouvrière.

Sur la base de ces positions politiques, il faut imposer aux dirigeants de la CGT, de FO qu'ils dénoncent l'opération « conclave 2 », qu'ils se prononcent pour les véritables revendications ouvrières et impulsent la mobilisation contre les projets de licenciements et les fermetures d'entreprises : pas un euro pour les crédits de guerre ! Pas touche à la Sécurité sociale, aux pensions de retraite ! Pas une suppression de poste dans la Fonction publique ! Contre toute nouvelle attaque contre les droits des chômeurs ! Arrêt immédiat de toutes les mesures répressives contre les étudiants qui mènent des actions de solidarité avec la Palestine. Il faut leur imposer de préparer la réalisation du front unique contre le projet de budget 2026.

Pour un gouvernement ouvrier, pour les États-Unis socialistes d'Europe

Le combat pour imposer la réalisation du front unique contre la politique du gouvernement pose la question de l'alternative politique. À cet égard également les choses sont tout à fait claires. Les bourgeoisies européennes, qui sont étranglées dans l'affrontement titanesque entre les USA et la Chine, viennent d'indiquer quelle est la seule perspective qu'elles peuvent ouvrir dans le cadre du capitalisme pour échapper au déclin : c'est celle du développement de l'industrie de guerre comme volant d'entraînement et de la liquidation des droits des travailleurs. Les questions climatiques sont reléguées à l'arrière-plan, il faut réarmer, il faut être compétitifs dans le cadre de la guerre commerciale : voilà quels sont les mots d'ordre des bourgeoisies européennes aujourd'hui. Il n'y a pas d'autre solution pour les bourgeoisies européennes.

Les annonces de suppressions massives de postes dans les aciéries de Arcelor Mittal constituent une illustration concrète de l'impasse dans laquelle sont plongées les économies européennes coincées entre les exportations massives d'acier chinois et la hausse des taxes sur l'acier et l'aluminium décidée par Trump. Incapables d'édifier un État européen car elles sont structurées historiquement sur une base nationale, les bourgeoisies européennes prises entre le marteau et l'enclume sont condamnées à décliner et ne peuvent qu'entraîner les peuples et la jeunesse des pays européens dans leur déclin. Voilà quelle est la réalité. Voilà comment se présente l'avenir pour les peuples européens dans le cadre du capitalisme.

Les peuples européens, les travailleurs et la jeunesse, peuvent-ils échapper à l'avenir funeste que le capitalisme leur prépare ? L'issue ne peut en aucun cas se trouver dans un repli national, dans le protectionnisme que préconise LFI. L'économie française, si elle choisissait le protectionnisme « *solidaire et ciblé* » que proposent Coquerel et Mélenchon, serait littéralement broyée dans l'affrontement entre les deux géants que sont les USA et la Chine. Le protectionnisme est une impasse. En réalité ce serait une tentative, vouée d'avance à l'échec, de la bourgeoisie française, de se replier derrière ses frontières nationales pour échapper au sort qui lui est promis dans le cadre des rapports de force internationaux. Cette position de LFI, tout à fait en phase avec ses positions sur la défense des budgets militaires français, est révélatrice de ce qu'est LFI : une organisation populiste au service de la défense de

la bourgeoisie française, une bourgeoisie placée sur la défensive qui cherche une échappatoire.

Il faut le répéter, dans le cadre du capitalisme, il n'y a pour les peuples européens pas d'autre perspective que le déclin. C'est pourquoi il faut combattre pour le socialisme, pour la constitution de véritables gouvernements ouvriers expropriant le capital pour permettre à la société de prendre le contrôle de l'économie, de l'organiser rationnellement pour satisfaire les besoins sociaux, tout en maîtrisant les rapports entre l'homme et la nature. Concrètement, en l'état actuel du mouvement ouvrier en France, cela signifie se prononcer pour la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières dont il faudra exiger la satisfaction des revendications. Aujourd'hui la première revendication étant la nationalisation sans indemnité de tous les établissements et entreprises qui ferment pour sauver les travailleurs du chômage. C'est dans ce combat que devra être construit le Parti ouvrier révolutionnaire (POR) indispensable à la prise du pouvoir par un véritable gouvernement ouvrier.

Dans la situation qui est celle des pays d'Europe aujourd'hui ne pas formuler la nécessité de l'expropriation du capital, d'aller vers le socialisme et prétendre trouver des solutions dans « la démocratie », une constituante ou la constitution d'une 6^e république relève de l'escroquerie politique.

Mais on ne peut en rester là car ce serait semer des illusions et ne pas tirer les conclusions du tableau qu'on dresse de la situation des pays et des peuples européens. Il est indispensable d'ajouter que la constitution de gouvernements ouvriers expropriant le capital doit conduire à la formation des États-Unis socialistes d'Europe. Ce mot d'ordre n'a pas aujourd'hui le contenu d'un « supplément de socialisme » qui permettrait une satisfaction plus complète des revendications des travailleurs et de la jeunesse. Il a aujourd'hui un contenu défensif. Il signifie que dans les rapports de force internationaux actuels, un gouvernement ouvrier dans un pays d'Europe isolé serait forcément écrasé face aux deux mastodontes impérialistes que sont les USA et la Chine. Ce mot d'ordre, le Groupe pour la constitution du POR le place au centre de sa politique car seule la réalisation des États-Unis socialistes d'Europe peut assurer aujourd'hui au prolétariat et à la jeunesse un avenir de progrès.